ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1993

IV[e] Circonscription du Bas-Rhin

STRASBOURG-CAMPAGNE

L'ACTION AU QUOTIDIEN, LE CŒUR EN PLUS...

Voilà ce que vous proposent André DURR et Raymond VETTERHOEFFER, Maire de Souffelweyersheim

---

NOTRE DÉPUTÉ ON LE GARDE !

André DURR

Député sortant

Né le 7 novembre 1926

Marié, un enfant

Licencié ès Lettres
Professeur certifié d'Histoire et de Géographie
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

Maire d'Illkirch-Graffenstaden
Conseiller de la Communauté Urbaine



UN ÉLU OUVERT AU DIALOGUE
UN GESTIONNAIRE COMPÉTENT
ET DYNAMIQUE

Raymond VETTERHOEFFER

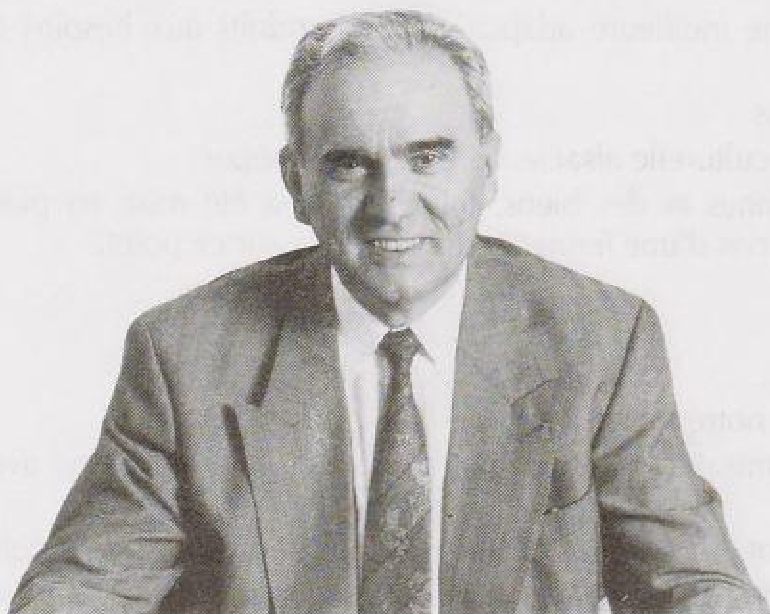
Suppléant

Né le 29 août 1931

Marié, trois enfants

Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

Maire de Souffelweyersheim
Conseiller de la Communauté Urbaine
UDF - Membre du Comité Directeur du CDS



UN HOMME DE CONVICTION

André DURR et Raymond VETTERHOEFFER

allient à eux deux l'expérience et le dynamisme

En 1981, les Socialistes nous ont promis qu'ils allaient "changer la vie". La vie ils l'ont rendue impossible ! A l'heure actuelle, le gouvernement de Gauche mène une politique de terre brûlée, place des bombes à retardement à l'intention de son successeur et prend des initiatives contradictoires qui donnent de lui l'image d'un bateau ivre.

André DURR et Raymond VETTERHOEFFER souhaitent vous transmettre un message d'espoir et tenter de vous faire comprendre que si des problèmes graves se posent, il n'y a pas de fatalité au déclin, à la décadence, au chômage, à l'insécurité, etc., mais qu'une autre politique peut être conduite avec volonté et détermination, qui améliorera les choses et rendra confiance.

Si l'actuelle Opposition revient au pouvoir, il n'y aura pas de miracle mais il y aura des changements. Changer les choses, cela signifie relancer l'économie, réhabiliter la morale politique et avoir un pacte social qui permette réellement de garantir la situation sociale des Français.

D'abord, il faut qu'il soit bien clair que contrairement aux propos fantaisistes entretenus par le gouvernement et le Président de la République lui-même, il n'est pas question pour nous de remettre en cause les acquis sociaux. Personne d'ailleurs au sein de l'Opposition ne l'a proposé.

En matière **d'emploi et pour lutter contre le chômage,** ce n'est pas le salaire qu'il faut abaisser, au contraire, ce sont les charges payées par les salariés et les entreprises. C'est cela qui permettra d'abaisser le coût du travail et donc de relancer l'emploi. Les charges sociales font en sorte que nous sommes un des pays où le coût du travail demeure trop élevé. En 10 ans, le chômage a doublé et les cotisations payées par les salariés ont également doublé !
Le véritable problème social français est que nous sommes dans une situation où les prélèvements opérés sur les entreprises comme sur les ménages vont croissant, tandis qu'une part de plus en plus importante de la population vit dans le chômage et même dans la pauvreté.
Nous sommes passés des "nouveaux riches" aux "nouveaux pauvres" ! L'amélioration de la situation du chômage passe aussi par une meilleure formation professionnelle, un domaine où le gouvernement a fait preuve d'une incurie réelle. Il faut donc lui retirer cette compétence pour la rapprocher de ceux qui en ont besoin.

En matière d'**éducation**, il nous faut une Education Nationale moderne qui serait beaucoup moins onéreuse et qui ne conduirait plus 20 % des jeunes au chômage. Nous souhaitons à ce sujet un grand débat national sanctionné par un référendum.

En matière de **retraites**, il ne faut pas changer le système des retraites. Il faut maintenir un système de retraite par répartition, mais en revanche, il faut inciter nos compatriotes, et cela à travers des mesures fiscales adéquates, à faire un effort personnel qui, lui, par définition, relève du système de la capitalisation.
Nous souhaitons que l'on autorise les Français à partir à la retraite à 60 ans s'ils le désirent, à partir plus tôt s'ils le souhaitent et à partir plus tard s'ils en éprouvent le besoin.

En matière d'**immigration**, il faudra bien un jour qu'on s'interroge sur le fait que les étrangers bénéficient, au même titre que les Français, de tous les avantages liés à la solidarité. Aujourd'hui, il y a 150 000 clandestins qui entrent tous les ans en France. Tout l'appareil de protection mis en place en 1986-1987 a été démantelé en 1988.
Il faut avec fermeté l'appliquer.
Enfin, sur ce sujet, il est grand temps que l'Assemblée Nationale vote comme l'a fait le Sénat la réforme du Code de la Nationalité.

En matière d'**écologie**, nous avons toujours montré qu'il s'agit là pour nous d'un dossier prioritaire. Il est certain que les écologistes ont contribué à faire prendre conscience de vraies préoccupations et nous estimons qu'il faut, mais sans tomber dans les excès, faire cesser certaines dérives fâcheuses du monde moderne. Nous souhaitons les corriger avec leur collaboration.

C'est dans cet état d'esprit que nous présentons nos candidatures.

POUR L'ALSACE

- Assurer la défense du tissu économique existant et le développer en vue de favoriser l'emploi
- Exploiter les potentialités de notre région par les énergies nouvelles
- Développer les liaisons ferroviaires et routières existantes (notamment TGV EST)
- Apporter un soutien réel à l'économie et notamment aux petites et moyennes entreprises
- Développer une industrie concurrentielle et mettre en place une nouvelle stratégie industrielle axée sur les industries de pointe, qui doit être résolument tournée vers l'exportation (Pôle Technologique)
- Développer la vocation agro-alimentaire et artisanale de l'Alsace, à travers une meilleure adaptation des produits aux besoins de la consommation et aux impératifs de la concurrence
- Préserver notre environnement naturel par une meilleure lutte contre les pollutions
- Veiller scrupuleusement à l'application des mesures prises en faveur de l'identité culturelle alsacienne et les développer
- Remettre en place une politique permettant une **sécurité** complète des personnes et des biens, telle qu'elle a été mise en place entre 1986-1988 et malheureusement démantelée par le pouvoir actuel. Nous serons d'une fermeté intransigeante sur ce point.

POUR LA CIRCONSCRIPTION

- Poursuite de la politique d'industrialisation qui porte ses fruits d'ores et déjà dans notre secteur
- Maintien des exploitations familiales agricoles ; recherche d'une meilleure organisation économique de l'agriculture en liaison avec les organismes concernés
- Politique d'incitation aux investissements, notamment dans le domaine du Bâtiment (logements sociaux) ; relance généralisée d'emplois
- Défense d'une urbanisation permettant à nos cités et villages de conserver leur caractère original, fixer la population grâce à une politique hardie
- Développement d'une politique de transports en commun adaptée aux exigences de l'An 2000
- Continuer à être au service des habitants de STRASBOURG-Campagne et cela de façon quotidienne : au cours des années écoulées, plus de 35 000 interventions ont déjà été faites par André DURR qui quotidiennement se tient à la disposition de tous

Vu le candidat

LEGISLATIVWAHLEN MÄRZ 1993

IV[ter] Wahlkreis Bas-Rhin

STRASBOURG-CAMPAGNE

EIN TÄGLICHES WIRKEN, VON HERZEN KOMMEND...

schlagen vor André DURR und Raymond VETTERHOEFFER, Bürgermeister von Souffelweyersheim

UNSEREN DÉPUTÉ BEHALTEN WIR BEI !

André DURR

Ausscheidender Député

Geboren am 7. November 1926

Verheiratet, 1 Kind

Akademischer Grad : Licencié ès Lettres

Hochschul-Professor für Geschichte und Erdkunde

Auszeichnung : Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

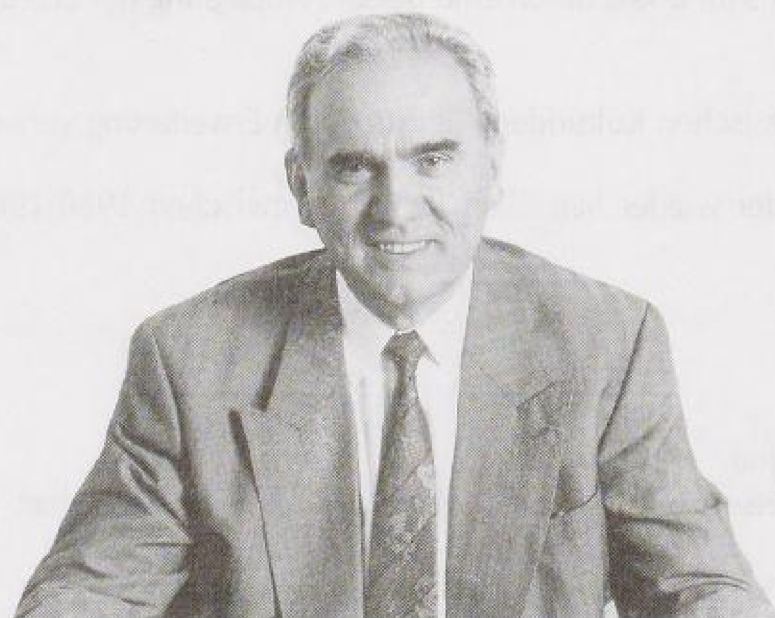
Bürgermeister von Illkirch-Graffenstaden

Ratsmitglied der Straßburger Städtegemeinschaft



EIN ABGEORDNETER DER STETS ZUM ZWIEGESPRÄCH BEREIT IST

EIN SACHKUNDIGER UND TATKRÄFTIGER VERWALTER



EIN MANN DER ÜBERZEUGUNG

Raymond VETTERHOEFFER

Stellvertretender Député

Geboren am 29. August 1931

Verheiratet, 3 Kinder

Auszeichnung : Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

Bürgermeister von Souffelweyersheim

Ratsmitglied der Straßburger Städtegemeinschaft

UDF - Mitglied des Vorstandes des CDS

André DURR und Raymond VETTERHOEFFER

verkörpern Erfahrung und Dynamismus

1981 versprachen die Sozialisten eine Änderung der Lebensexistenz. Sie haben das Leben unmöglich gemacht. Gegenwärtig führt die Linksregierung eine Politik der verbrannten Erde, legt Bomben mit Zeitzünder für den Nachfolger, ergreift widersprüchliche Initiativen, die das Bild eines wankenden Schiffes abgeben.

André DURR und Raymond VETTERHOEFFER wünschen Ihnen eine Hoffnungsbotschaft zu übermitteln und versuchen Ihnen klar zu stellen dass anbetracht der schweren Probleme die sich stellen, es keine Unabwendbarkeit des Schicksals gibt in Bezug auf Rückgang, Dekadenz, Arbeitslosigkeit, Unsicherheit u.s.w. Eine neue, mit Wille und Entschlossenheit geführte Politik kann die Dinge verbessern und Vertrauen einflössen.

Wenn die derzeitige Opposition zur Macht kommt, wird sie keine Wunder wirken, aber es wird manches ändern. Änderung der Dinge heisst Ankurbelung der Wirtschaft, sittliches Verhalten der Politik wieder herstellen, an Hand eines Sozialvertrages die soziale Sicherheit der Franzosen zu gewährleisten.

In erster Linie muss Klarheit darüber herrschen, dass entgegen den frei erfundenen Äusserungen seitens der Regierung und selbst des Präsidenten der Republik, die Sozialerrungenschaften nicht in Frage gestellt werden.Niemand in den Reihen der Opposition hat dies je vorgeschlagen.

In Sachen **Erschaffung von Arbeitsplätze und Bekämpfung der Arbeitslosigkeit** darf keine Senkung der Löhne aber der Soziallasten der Arbeitnehmer und Arbeitgeber vorgenommen werden. Dies erwirkt das Sinken der Arbeitskosten und das Ankurbeln der Beschäftigungsmöglichkeiten. Die Soziallasten führen dazu dass wir eines der Länder mit zu hohen Arbeitskosten sind. Innerhalb 10 Jahre haben sich sowohl die Arbeitslosigkeit als auch die Sozialbeiträge der Arbeitnehmer verdoppelt.
Das wahre französische Sozialproblem erklärt sich durch die ansteigenden Entnahmen auf Arbeitgeber und Haushalte während ein immer grösserer Teil der Bevölkerung in Arbeitslosigkeit und sogar Armut lebt.
Wir sind von den "Neu Reichen" zu den "Neu Armen" übergegangen.
Einer Verbesserung der Arbeitslosenlage geht eine bessere berufliche Ausbildung voraus, ein Gebiet wo die Regierung völlig versagt hat. Diese Zuständigkeit muss ihr entzogen werden und denjenigen zugeführt die es erforderlich haben.

In Sachen **Unterrichtswesen** muss die Education Nationale moderner gestaltet sein, weniger kostspielig und darauf bedacht nicht mehr 20 % der Jugendlichen der Arbeitslosigkeit zuzuführen. Auf diesem Gebiet ist eine grosse nationale Debatte erwünscht mit Referendum als Abschluss.

In Sachen **Pensionierung** soll dem jetzigen System keine Änderung widerfahren. Man muss das Repartitions-System beibehalten, aber dennoch unsere Mitbürger dazu anregen, nach Kenntnisnahme der angemessenen Steuermassnahmen, eine persönliche Bemühung in Absicht zu stellen welche zwangsweise zum Capitalisations-System führt.
Wir äussern den Wunsch dass die Franzosen mit 60 Jahren in den Ruhestand treten falls sie es wollen, früher wenn sie es wünschen und später wenn sie das Bedürfnis dazu haben.

In Sachen **Einwanderung** muss man sich letztendlich die Frage stellen warum den Ausländern gleichermassen wie den Franzosen alle Solidaritätsvorteile eingeräumt werden. 150 000 illegal eingereiste Ausländer kommen jedes Jahr nach Frankreich. Die ganzen Schutzmassnahmen die 1986-87 in Kraft traten wurden 1988 weggeräumt. Mit Entschlossenheit muss dies wieder eingeführt werden. Es ist höchste Zeit dass nach dem Senatsbeschluss, die National-Versammlung die Gesetzgebung der Staatsangehörigkeit revidiert.

In Sachen **Umweltschutz** haben wir immer den Beweis einer für uns bevorzugten Angelegenheit erbracht. Es ist unumstritten dass die Umweltschützler dazu beigetragen haben, dass man sich gewisser besorgniserregender Misstände bewusst wurde und wir glauben richtig zu sein in der Annahme dass gewissen misslichen Ereignissen der modernen Welt halt geboten wird ohne jedoch in Exzesse zu fallen. Mit ihrer Mitwirkung wünschen wir dies zu ändern.

In diesem Sinne lassen wir uns als Kandidat aufstellen.

FÜR DAS ELSASS

- Beibehaltung des bestehenden Wirtschaftgefüges mit Aussicht auf deren Ausbau zur Schaffung von Arbeitsplätzen
- Verwertung des Wirtschaftspotentials unserer Gegend durch neue Energie Quellen
- Ausbau der bestehenden Eisenbahn und Strassen-Verbindigungen (namentlich TGV EST)
- Wirkliche Unterstützung der Wirtschaft-vornehmlich kleine und mittlere Betriebe
- Entwicklung einer konkurrenzfähigen Industrie mit einer neuen Industriestrategie mit Spitzenindustrie die dem Export zugedacht ist (Technologisches Expansionszentrum)
- Entwicklung der Befugnisse der Nahrungsmittelindustrie und des Handwerkstandes im Elsass durch eine bessere Anpassung der Erzeugnisse an die Konsumbedürfnisse und Förderungen der Konkurrenz
- Naturschutz wahren durch Bekämpfung der Umweltverschmutzung
- Mit peinlicher Sorgfalt darauf achten dass die Massnahmen zu Gunsten der elsässischen Kulturidentität und deren Erweiterung verwirklicht werden
- Den erforderlichen Platz der Sicherheitspolitik in Bezug auf Personen und Güter wieder herstellen so wie er zwischen 1986-1988 bestand und leider durch die jetzige Regierung auseinander genommen wurde.
  Wir werden auf diesem Gebiet mit äusserster Strenge vorgehen

FÜR DEN WAHLBEZIRK

- Weiterführung der Industriepolitik deren Ergebnisse schon jetzt bei uns sichtbar sind
- Beibehaltung der landwirtscaftlichen Familienbetriebe. Suche nach einer verbesserten Wirtschaftsorganisation der Landwirtschaft in Verbindung mit den zuständigen Stellen
- Neu investieren, vorzüglich in der Bauindustrie (Sozialer Wohnungsbau) Wiederbelebung der Arbeitsplätze
- Beibehaltung der städtebaulichen Entwicklung unserer Städte und Dörfer mit Original Charakter. Bevölkerung am Platz halten durch eine gezielte Politik
- Entfaltung einer Politik des öffentlichen Verkehrs der den Förderungen des Jahres 2000 gerecht wird
- Weiter täglich zu Diensten der Bewohner von Strasbourg Campagne zu stehen : in den vergangenen Jahren hat André DURR mehr als 35 000 Interventionen gemacht, er steht täglich zur Verfügung aller

Der Kandidat

Imprimerie A. GEIGER - 67400 Illkirch-Graffenstaden